

ATTENTAT DE NICE L'auteur mis en examen et écroué

Brahim Aouissaoui, un Tunisien de 21 ans qui a tué au couteau 3 personnes dans la basilique de Nice le 29 octobre, a été mis en examen pour « assassinats » terroristes et écroué, annonce le parquet antiterroriste.



PROCÈS DES « ÉCOUTES » À la barre, Sarkozy nie

« Je veux être lavé de cette infamie » : offensif à la barre du tribunal correctionnel de Paris, l'ancien président Nicolas Sarkozy a commencé à s'expliquer lundi au procès des « écoutes » en contestant tout « acte de corruption ». Tout comme ses deux coprévenus, Gilbert Azibert et Thierry Herzog, Nicolas Sarkozy encourt dix ans d'emprisonnement et un million d'euros d'amende pour corruption et trafic d'influence. Le réquisitoire du Parquet national financier est attendu ce mardi, avant les plaidoiries de la défense. Le procès doit s'achever jeudi soir. PHOTO AFP

GHANA Qui sera le prochain président ?

Les Ghanéens votaient lundi dans le calme et en nombre pour élire leur président, dans un duel où s'affrontent le chef de l'État sortant Nana Akufo-Addo et son rival de toujours, l'ancien président John Mahama.

FRANCE & MONDE

« Le projet Hercule affaiblit tous les secteurs d'EDF »



ENTRETIEN

Sébastien Jumel, député communiste de Seine-Maritime tient ce mardi après-midi une conférence de presse transpartisane (de la droite, au PS, en passant par FD), pour dénoncer le démantèlement d'EDF autour du projet « Hercule ».

La Marseillaise : Quel est le but de cette conférence de presse ?

Sébastien Jumel : C'est de sonner l'alarme sur un projet qui s'accélère et qui vise à dépecer EDF en coupant par tranches l'unicité d'EDF, à travers ce que l'on appelle le projet Hercule. Les 12 travaux d'Hercule sont autant d'exploits et le 13^e de Macron à EDF, transformera l'entreprise en un colosse aux pieds d'argile. Pourquoi ? Cela peut paraître technique mais c'est un sujet très politique. Je prends l'exemple de ma région, la Normandie. EDF et ses filiales, c'est 8 000 salariés, 3 centrales nucléaires, sur le plan régional c'est 35 000 emplois.

Cela pose des questions de souveraineté énergétique, de coût de l'énergie, d'accessibilité de tous à l'énergie, qui n'est pas un bien comme les autres. Mais cela pose également la question de la compétitivité de nos industries liées au coût de l'énergie et de la capacité de la France à mettre en place la transition énergétique si elle se prive des outils publics.

Pour vous « Hercule » est synonyme de démantèlement d'EDF, pourquoi ?

S.J. : Hercule, c'est dans le prolongement



Une nouvelle journée de mobilisation est prévue ce jeudi 10 décembre. PHOTO AFP

des politiques libérales des années 1990 et 2000, qui ont organisé la découpe du producteur historique d'EDF. Pour le marketing, on a attribué une couleur à chaque part du gâteau : EDF bleu demeure 100% public avec le nucléaire et le thermique, le vert rassemble la distribution de l'électricité Enedis et toutes les énergies renouvelables.

Cette tranche-là est ouverte aux capitaux privés à hauteur de 35%, sauf que le vert, c'est 6,6 milliards d'euros d'excédents... En gros, on laisse au public ce qui n'est pas rentable et on vend ce qui est rentable.

Puis, en bleu azur, la filiale des barrages hydroélectriques avec 150 contrats de concessions qui doivent être renouvelés d'ici 2023, donc le risque est grand qu'ils soient eux aussi ouverts à la concurrence et à la privatisation.

En laissant au public ce qui n'est pas rentable et qui nécessite plusieurs milliards d'euros d'investissement : le nucléaire et la production, on affaiblit tous les secteurs d'EDF. Les secteurs stratégiques, comme les secteurs les plus rentables.

Voilà des mois que vous interpellez le gouvernement sur le sujet et vous dénoncez un accord conclu récemment avec Bruxelles. Que se passe-t-il actuellement ?

S.J. : Macron en rêve depuis qu'il est ministre. J'avais interpellé de Rugy le 26 juin 2019 à l'initiative du groupe communiste, ensuite nous avons organisé un débat là-dessus dans le cadre de la semaine de contrôle en auditionnant Élisabeth Borne, des dirigeants d'EDF, des syndicalistes, des économistes... Ils ont fait la démonstration que tout cela était en train de se négocier dans l'opacité la plus totale.

Le pire dans tout cela c'est que l'on apprend que le gouvernement serait en train d'utiliser le véhicule du projet de loi sur la Convention citoyenne pour faire passer ce démantèlement d'EDF, alors qu'elle n'a rien dit sur son statut. Si cela s'articule, c'est que Macron a fait un deal avec la Commission européenne, le 26 octobre, qui dit « on garantit un prix de rachat pour l'énergie nu-

cléaire à EDF et vous acceptez de casser l'outil ». C'est la feuille de route qui a été donnée à Jean-Bernard Lévy, le président-directeur général d'EDF et c'est profondément dangereux et mortifère. Les syndicats sont vent debout : la semaine dernière, un tiers d'entre eux était mobilisé. Il y a un appel à la mobilisation le 10 décembre de l'intersyndicale.

Ce projet c'est aussi une menace pour l'emploi ?

S.J. : Évidemment. En privatisant le réseau commercial et les énergies renouvelables, on fait rentrer la logique d'actionnaire et donc l'appétit des dividendes en jeu. En isolant la part de production et nucléaire qui nécessite des investissements massifs, notamment pour le carénage des centrales mais aussi pour le renouvellement des nouveaux réacteurs, on affaiblit le cœur du réacteur d'EDF et donc les emplois qui vont avec et le savoir-faire aussi. C'est mauvais pour l'emploi, l'aménagement du territoire, la souveraineté, la transition écologique... C'est ADP puissance 100 puisque là, ça touche les Français dans leur quotidien. Il y a énormément d'industries qui sont consommatrices d'énergie et donc le coût de l'énergie est aussi un élément déterminant de la compétitivité des industries françaises. Cette privatisation va avoir un impact sur le coût pour l'utilisateur particulier ou économique.

Ce plan d'économie de 3 milliards d'euros, annoncé par la société en juillet, serait très mal venu en cette période...

S.J. : On est dans une période où j'avais cru comprendre que l'on aspirait à recouvrer la souveraineté, peut-être ai-je mal compris. C'est l'inverse qui se fait.

On accélère ce processus-là d'une manière très préoccupante. Tout n'est pas parfait à EDF. Je pense que l'on aurait dû davantage écouter les syndicats et nous-mêmes, sur les questions de gouvernance, d'errements stratégiques et notamment sur les investissements à l'étranger, le fait que la logique d'actionnaires est incompatible avec la sûreté, la sécurité etc.

Entretien réalisé par Laureen Piddu